



Conseil économique et social

Distr. générale
22 avril 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013
Genève, 1^{er}-26 juillet 2013
Débat de haut niveau

Rapport sur la situation économique et sociale dans le monde, 2013

Les défis du développement durable

Aperçu général*

Résumé

Le monde est confronté à des problèmes dans les trois dimensions du développement durable – économique, sociale et environnementale. Plus d'un milliard de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté; l'inégalité des revenus à l'intérieur des pays et entre eux s'est accrue; en même temps, des modes de consommation et de production insoutenables ont pour résultat des coûts économiques et sociaux considérables qui risquent de mettre en danger la vie sur notre planète. Afin de parvenir au développement durable, des mesures devront être prises à l'échelon mondial pour répondre à des aspirations légitimes de progrès économique et social reposant sur la croissance et l'emploi, et il faudra renforcer en même temps la protection de l'environnement.

Le développement durable devra n'exclure personne et prendre particulièrement en considération les besoins des plus démunis et des plus vulnérables. Les stratégies devront être ambitieuses, orientées vers l'action et s'appuyer sur la collaboration; elles devront aussi s'adapter à différents niveaux de développement. Elles devront radicalement modifier les modes de consommation et de production, et pourraient notamment entraîner des corrections de prix importantes, encourager la préservation des richesses naturelles, réduire les inégalités et renforcer la gouvernance économique.

* Le présent document est présenté avec du retard en raison de la réception tardive de certaines contributions essentielles.



L'Étude sur la situation économique et sociale dans le monde, 2013 a pour objectif de contribuer aux délibérations sur le développement durable en mettant l'accent sur trois questions transversales importantes: les villes durables, la sécurité alimentaire et la transformation énergétique. La présente Étude ne pouvait certes pas entièrement couvrir tous les domaines thématiques identifiés à des fins d'action et de suivi dans la Partie V du document final de la Conférence des Nations Unies de 2012 sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons » (annexe de la résolution 66/288 de l'Assemblée générale) mais la mise en évidence de trois des problèmes intersectoriels contribuera peut-être à relever les défis du développement durable dans le cadre du suivi de la Conférence.

Les défis du développement durable dans le monde après 2015

En septembre 2000, les dirigeants du monde ont adopté la Déclaration des Nations Unies pour le Millénaire¹ qui constituait la base requise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Un consensus mondial réussit à se dégager au sujet de l'importance de la réduction de la pauvreté et du développement humain. Depuis lors, la communauté mondiale a réussi à améliorer le sort d'un grand nombre de personnes pauvres et vulnérables. Le monde a atteint la cible concernant la pauvreté cinq ans avant la date butoir de 2015. Dans les régions en développement, la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour est tombée de 47 % en 1990 à 22 % en 2010. Environ 700 millions de personnes de moins vivaient dans des conditions d'extrême pauvreté en 2010 par rapport à 1990. Les résultats sont encore loin de répondre aux attentes de la communauté internationale et aux objectifs mondiaux qui devraient être atteints d'ici à 2015. Il est donc impératif que la communauté internationale prenne des mesures audacieuses et qu'elle collabore pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Il ne suffira pas de poursuivre les stratégies actuelles de développement pour parvenir au développement durable après 2015. De plus, il est manifestement risqué de faire « comme si de rien n'était » car il est avéré que :

a) L'impact des changements climatiques menace de s'accroître s'il n'y a pas de garde-fous adéquats et qu'il est indispensable de promouvoir la gestion intégrée et durable des ressources naturelles et des écosystèmes et de prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation conformes au principe des responsabilités communes mais différenciées;

b) La faim et la malnutrition, bien que diminuant dans de nombreux pays en développement, persistent dans d'autres et la sécurité alimentaire et la nutrition restent un objectif illusoire pour un trop grand nombre d'entre eux;

c) L'inégalité des revenus à l'intérieur des pays et entre beaucoup d'entre eux s'est accrue et a atteint un niveau extrêmement élevé, faisant poindre le spectre de tensions accrues et de conflits sociaux;

d) La rapidité de l'urbanisation, en particulier dans les pays en développement, exige des changements majeurs dans la conception et la gestion du développement urbain de même qu'un accroissement substantiel de l'investissement public et privé dans les infrastructures et les services urbains;

e) Il est probable que les besoins en énergie de centaines de millions de ménages ne soient toujours pas satisfaits si des progrès importants ne sont pas accomplis en matière d'accès aux services de fourniture énergétique modernes;

f) Il convient de prévenir les crises financières récurrentes et de réorienter le système financier vers la promotion de l'accès à des moyens de financement à long terme pour assurer les investissements requis par le développement durable.

Ces dernières années, les problèmes mondiaux du développement durable résultaient d'un vaste ensemble de « mégatendances » telles que modification des

¹ Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

profils démographiques, changements de la dynamique économique et sociale, avancées technologiques et tendances de l'environnement à se détériorer. Une meilleure compréhension des liens existant entre ces tendances et les changements des conditions économiques, sociales et environnementales qui y sont associées s'impose. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012 a mis en lumière toute une série de problèmes interdépendants qu'il convient d'examiner en priorité, notamment emplois décents, énergie, villes durables, sécurité alimentaire et agriculture économiquement viable, eau, océans et préparation aux catastrophes². La présente *Étude* porte essentiellement sur trois de ces questions intersectorielles ayant des conséquences immédiates pour la réalisation du développement durable, soit : a) des villes durables; b) la sécurité alimentaire et la nutrition; et c) la transformation du secteur énergétique. Les autres problèmes sont importants mais un débat approfondi à leur sujet ne rentre pas dans le cadre de la présente *Étude*.

Convergence partielle et persistance des inégalités

Les progrès réalisés au cours de ces dernières décennies – et leur irrégularité – sont intrinsèquement liés à l'évolution de l'économie mondiale. La croissance rapide de quelques grandes économies émergentes a débouché sur une amélioration partielle des niveaux de vie qui côtoie une pauvreté abjecte et la persistance des inégalités. Ces inégalités sapent à la base les perspectives de croissance profitant à tous, d'égalité d'accès à une protection sociale et de développement durable en général, en ayant des répercussions négatives sur la demande agrégée, les investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation et la stabilité sociopolitique et économique.

Dans les décennies à venir, la diversité de la dynamique des populations risque d'exacerber encore les inégalités, dans les pays en développement comme dans les pays développés ainsi qu'au niveau mondial. Une plus forte urbanisation et la rapidité de la croissance démographique, tout comme le vieillissement de la population, qui témoignent d'une plus grande prospérité dans beaucoup de pays, n'en mettront pas moins à l'épreuve les infrastructures nationales et locales et les finances publiques, ainsi que les systèmes de soins de santé et d'éducation.

Pour relever ces défis et se positionner pour assurer le développement durable après 2015, il faudra qu'un programme de développement mondial renforcé facilite la transformation des méthodes de production des biens et services, de création des emplois, des schémas mondiaux de consommation, des méthodes de gestion des ressources naturelles et des mécanismes de gouvernance.

² Voir <http://www.uncsd2012.org/about.html>.

Stratégies pour parvenir au développement durable

Action 21 : le Programme d'action pour un développement durable³ mettait l'accent sur l'interdépendance des dimensions du développement durable. Il n'a cependant pas été mis en œuvre de manière intégrée comme prévu. Les objectifs du Millénaire pour le développement étaient axés sur des priorités de développement social et humain sélectionnées mais le monde d'aujourd'hui est témoin de l'apparition de nouveaux problèmes, aggravés par de multiples crises financières, économiques, alimentaires et énergétiques qui ont remis en cause la capacité de tous les pays de parvenir au développement durable. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable a renouvelé les engagements politiques pris par la communauté internationale de poursuivre la réalisation du développement durable, conformément aux principes d'Action 21, notamment celui des responsabilités communes mais différenciées.

Action 21 et processus de mise en œuvre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

Il est dorénavant évident qu'il est indispensable de reprendre les efforts de mise en œuvre aux niveaux économique, social et environnemental et de considérer les pistes des débats qui sont menés actuellement sous la rubrique des objectifs du Millénaire pour le développement et des objectifs futurs de développement durable comme des dimensions du paradigme du développement durable.

Les modes de consommation et de production insoutenables adoptés dans les pays développés, et qui sont de plus en plus suivis par les pays en développement sont à l'origine d'un problème important de développement durable. Ainsi, dans les pays développés, les niveaux des émissions de gaz à effet de serre per capita sont de 20 à 40 fois supérieurs à ce qui est nécessaire pour stabiliser leur concentration dans l'atmosphère. Dans ces pays, les empreintes écologiques par habitant sont 4 à 9 fois plus importantes que leur capacité biologique. Les fortes inégalités qui accompagnent ces schémas et les favorisent les rendent socialement insoutenables et entravent la réalisation des objectifs du développement humain. En l'absence d'un programme mondial efficace, les ménages à revenu élevé, dans les pays développés comme dans ceux en développement, continueront probablement à adopter des pratiques de consommation insoutenables.

Nécessité de stratégies inclusives et d'innovation technologique

Le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable⁴ donne des orientations pour assurer la transition vers le développement durable comme un moyen d'améliorer le bien-être des générations présentes et futures dans tous les pays.

³ Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, résolutions adoptées par la Conférence (publications des Nations Unies, numéro de vente : E.93.I.8 et rectificatif) résolution I, annexe II.

⁴ Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

Les stratégies de développement durable doivent être inclusives et prendre particulièrement en considération les besoins des plus démunis et des plus vulnérables. Ces stratégies doivent être ambitieuses, orientées vers l'action et s'appuyer sur la collaboration, en tenant compte de la diversité des situations nationales.

Elles devront modifier les modes systémiques de consommation et de production, et pourraient notamment entraîner des corrections de prix importantes, encourager la préservation des richesses naturelles, réduire les inégalités et renforcer la gouvernance économique. Un tel processus devra réduire au minimum les modes de consommation et de production ayant des conséquences négatives, tout en s'efforçant d'optimiser ceux qui sont à l'origine de retombées positives. La réduction de la pollution est un exemple de la diminution des conséquences négatives tandis que l'adaptation technologique, la diminution des déchets de cuisine et l'utilisation plus rationnelle de l'énergie sont des exemples d'externalités positives.

La technologie jouera sans nul doute un rôle capital dans cette transformation. Les changements des modes de consommation peuvent aboutir à la mise au point des nouvelles technologies nécessaires pour assurer sa viabilité et à leur adoption et leur diffusion au rythme souhaité. Pour réussir à introduire ces changements, il faudra procéder à une réorganisation substantielle de l'économie et de la société et modifier les modes de vie. Des incitations économiques et financières pour créer et adopter de nouvelles technologies seront nécessaires et des réformes politiques innovantes s'imposeront peut-être.

L'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables en faveur de modes durables, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles sur lesquelles repose le développement économique et social sont à la fois les objectifs premiers et les préalables indispensables du développement durable. Dans ce vaste contexte, la protection du climat et de l'environnement devra être poursuivie comme un objectif universellement partagé. La relocalisation à l'échelon mondial des industries manufacturières et des services exigera aussi l'adoption de règlements techniques et de normes sociales appropriés par les pays développés et les pays en développement, ces derniers bénéficiant d'un soutien technique et financier.

La transformation mondiale du développement durable comporte entre autres des corrections importantes des prix, un engagement fort à préserver les richesses naturelles, une diminution des inégalités, l'introduction d'une comptabilité environnementale, le renforcement des sphères de la vie publique, la réorientation du secteur financier vers l'économie réelle et le partage des bénéfices et de l'emploi. Une transformation dans ce sens serait susceptible d'améliorer le bien-être des gens, en particulier celui des plus défavorisés.

Dans leurs stratégies de développement durable, les pays en développement continueront à donner la priorité au développement humain, l'élimination de la pauvreté étant son objectif principal. Il convient d'accorder davantage d'attention au développement humain pour le réorienter vers des questions de qualité et de cohérence à l'échelon national. Sa réussite dépend dans une large mesure de l'utilisation des opportunités créées par la mondialisation et de la réduction au minimum de ses effets négatifs. Dans ce contexte, une meilleure gestion des courants de capitaux et des règlements macroéconomiques sera peut-être nécessaire

et il est important de veiller à la cohérence entre les stratégies de développement national et la prise de décision au niveau mondial. Les institutions mondiales doivent répondre aux besoins spécifiques des pays en développement, en particulier ceux des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement, des pays sans littoral en développement et des pays sortant d'un conflit. Le programme mondial devra également accorder la plus haute importance aux droits de l'homme, à la prévention des conflits, à la bonne gouvernance et à la réduction des inégalités.

Les pays en développement ont à vrai dire présenté des initiatives qui vont plus loin que celles mises en œuvre jusqu'à présent par les pays développés. Ainsi, l'Équateur et l'État plurinational de Bolivie ont inscrit les « droits de la nature » dans leurs récentes constitutions. Nombreux sont les pays en développement qui déterminent leurs propres modes de vie et leurs modes de consommation durables et peuvent être des modèles à suivre. S'appuyant sur leurs savoirs traditionnels, ils peuvent dans de nombreux domaines brûler les étapes en adoptant des moyens écologiques de production plus durable, notamment au niveau de l'agriculture, de l'industrie et des services. Les pays développés peuvent faciliter ce processus en offrant leur coopération au niveau de la mise en œuvre, par exemple par l'adaptation des technologies et leur transfert. De cette manière, les pays développés comme les pays en développement peuvent entamer un cycle vertueux de coopération et d'engagement qui permettra s'assurer le développement durable à l'échelle de la planète.

Vers des villes durables

L'urbanisation offre de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités à des millions de personnes dans le monde et, partout, elle a contribué à l'élimination de la pauvreté. En même temps, la rapidité de l'urbanisation ajoute à la pression exercée sur la base des ressources, augmente la demande d'énergie, d'eau et de services d'assainissement ainsi que celle de services publics, d'éducation et de santé.

Depuis 2007, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des centres urbains et, selon les estimations, elle dépassera 70 % d'ici à 2050. Quatre-vingt pour cent de la population urbaine du monde vivront dans des régions en développement, en particulier dans les villes d'Afrique et d'Asie.

Pendant la période 1950-2010, 1,3 milliard de personnes s'est ajouté dans les petites villes, soit plus du double du nombre de personnes qui se sont installées dans des villes de moyenne importance (632 millions) ou des grandes villes (570 millions). Les conséquences politiques de l'importance croissante des établissements moyens et grands au cours des 15 à 20 prochaines années méritent d'être relevées. À l'avenir, ces villes seront situées principalement dans des pays à revenus faibles et moyens. Dans beaucoup de pays en développement, la rapidité de l'urbanisation exige des ressources supplémentaires et il est devenu urgent de renforcer les capacités des autorités locales. Il convient aussi de relever que les zones urbaines évoluent constamment du fait de la mobilité des populations, de la croissance démographique naturelle, du développement socioéconomique, des changements environnementaux et des politiques locales et nationales.

Le nombre de personnes vivant dans des taudis pourrait tripler d'ici à 2050 en l'absence d'un cadre général permettant de traiter ce problème

Dans beaucoup de villes de pays à revenus faibles ou moyens, l'accès aux services publics (par exemple eau, assainissement, électricité et santé) reste insuffisant. Les défis que doivent relever les institutions pour améliorer l'accès à des infrastructures de qualité, à un emploi décent et pour réduire la vulnérabilité à la pollution, aux catastrophes naturelles et autres risques, sont immenses. Les pays à revenus moyens élevés et élevés, dont les centres urbains ont déjà accès aux services publics de base, ont à relever le défi d'une plus grande efficacité dans l'utilisation de l'énergie et de l'eau, de la réduction de la production de déchets et de l'amélioration de leurs systèmes de recyclage. Les grandes villes plus riches, en particulier, ont sans doute des systèmes efficaces de gestion des ressources mais aussi des empreintes écologiques plus importantes.

Les incidences des changements climatiques renforcent les points faibles des villes et mettent davantage à l'épreuve les capacités d'adaptation des pauvres. De même, la crise économique qui se poursuit a augmenté le chômage des jeunes ayant un bon niveau d'instruction dans les villes des pays riches et pauvres. Les inégalités entre les zones rurales et urbaines et entre zones urbaines à l'intérieur des zones urbaines sont des caractéristiques persistantes de nombreux pays en développement. Il y a environ 1 milliard de personnes qui vivent toujours dans des taudis sans accès aux infrastructures et aux services de base tels que l'eau, l'assainissement, l'électricité, les soins de santé et l'éducation. Il pourrait y en avoir 3 milliards à l'horizon 2050 si des mesures décisives ne sont pas prises.

L'efficacité de l'urbanisme est une condition de la viabilité des villes

Le cadre général du développement durable des zones urbaines exige une coopération à plusieurs niveaux entre les communautés et des partenariats aux niveaux local, national et mondial pour mobiliser des ressources publiques et privées. Il est important que soient garanties la légitimité démocratique et la consultation des parties prenantes concernées.

Le développement durable des zones urbaines exige des mesures d'intégration et de coordination, notamment en ce qui concerne l'utilisation des sols, la sécurité alimentaire, la création d'emplois, le développement des infrastructures de transport, la préservation de la diversité biologique, la protection des eaux, les sources d'énergie renouvelables, la gestion et le recyclage des déchets et la fourniture de services d'éducation, de soins de santé et de logements.

Il est possible d'identifier des synergies, par exemple entre la gestion et le recyclage des déchets (gestion de l'environnement) et l'accès à l'eau et à l'assainissement (développement social), entre la préservation de la qualité de l'air et des transports publics écologiques, et entre la production et la distribution des énergies renouvelables et l'accès à l'énergie verte de même qu'entre l'objectif de réduction des inégalités (administration urbaine efficace) et l'accès à l'éducation et aux soins de santé (développement social).

L'*Étude* propose un ensemble intégré d'investissements dans les infrastructures, les services publics et le renforcement des capacités de différents groupes de pays. Il est d'importance cruciale d'adopter une méthode intégrée de développement rural et urbain. Dans les zones rurales, les investissements dans les infrastructures économiques et sociales pourraient améliorer la productivité, réduire la pauvreté et les inégalités et créer d'autres possibilités de moyens de subsistance durables.

Le développement durable des villes des pays pauvres implique des investissements dans les infrastructures telles que routes, eau, égouts, électricité et services (écoles, transports publics et soins de santé par exemple). Le passage rapide à une transformation industrielle verte peut générer des emplois pour les jeunes. Dans les villes des pays à revenus moyens et élevés, il est important d'investir dans les infrastructures, les énergies renouvelables, la construction et l'amélioration du réseau électrique et des services d'approvisionnement en eau. Il est nécessaire d'investir dans la réduction de la production de déchets et l'amélioration des systèmes de collecte et de recyclage des déchets dans la plupart des villes du monde entier. Assurer l'accès à des services modernes de fourniture d'énergie est un réel problème pour les autorités urbaines des pays en développement qui, bien souvent, n'ont pas les compétences voulues ni la capacité d'obtenir les ressources financières à long terme nécessaires à l'investissement.

Une conception du développement durable des villes, du type « taille unique », est exclue du fait que les priorités et les objectifs des villes sont extrêmement variés tout comme les voies qu'elles choisissent. Les cadres de décision doivent favoriser une démarche commune intégrée tout en faisant la distinction entre les responsabilités des pays à revenus élevés, moyens et faibles. En conséquence, les mesures des progrès accomplis en matière de développement durable doivent également être adaptées aux problèmes particuliers et aux opportunités identifiées par les principaux acteurs des villes et à l'ordre de priorité qu'ils leur donnent.

Assurer la sécurité alimentaire et la nutrition

Il est essentiel de veiller à ce que chacun, partout dans le monde, ait accès à des aliments suffisamment nourrissants. À ce propos, l'*Étude* met en évidence les problèmes et les changements qu'il y a lieu d'apporter au système alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition d'ici à 2050.

L'objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim en Afrique subsaharienne ne sera pas atteint

L'insécurité alimentaire de base touche encore 1 milliard de personnes, soit autant qu'en 1970. Cependant, le nombre de personnes sous-alimentées est tombé de 20 % environ en 1990-1992 à 15 % en 2008-2010. Les progrès entre les régions ont été irréguliers et la crise alimentaire et financière de 2007-2008 a posé encore d'autres problèmes. Dans les conditions actuelles, l'objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015 ne sera pas atteint ni en Afrique subsaharienne ni en Asie du Sud.

En raison de la qualité médiocre et du manque de diversité des denrées disponibles, le problème de la malnutrition est plus étendu que celui de la faim ou de la sous-alimentation. Il est possible d'absorber suffisamment de calories pour assurer sa subsistance quotidienne tout en souffrant de « faim insoupçonnée » avec de faibles niveaux de micronutriments résultant du manque de diversification des régimes alimentaires. Ce problème se pose dans les pays en développement comme dans les pays développés et touche 30 % de la population mondiale. L'excès de calories est un autre problème majeur de santé publique au niveau mondial, le surpoids et l'obésité causant la mort de plus de 2,8 millions d'adultes chaque année.

Selon les estimations, la production alimentaire mondiale devra augmenter de 70 % pour nourrir 2,3 milliards de personnes de plus à l'horizon 2050. La demande alimentaire devrait continuer à se déplacer vers des produits agricoles exigeant davantage de ressources comme les produits laitiers et ceux de l'élevage, ce qui exercera des pressions additionnelles sur la terre, les ressources en eau et la biodiversité.

Du côté de l'offre, l'accroissement de la demande alimentaire pose un problème majeur étant donné l'augmentation des difficultés relatives aux ressources. Les pratiques agricoles actuelles sont une des principales sources d'émission de gaz à effet de serre et posent également d'autres problèmes tels que perte de fertilité des sols et pollution des eaux de ruissellement. L'élévation des températures et les régimes météorologiques plus volatiles induits par les changements climatiques peuvent déjà avoir des répercussions sur le rendement des cultures et, partant, sur les revenus et la production agricole.

La culture de biocombustibles sur de plus vastes étendues de terre augmentera les limites de l'offre et pourrait entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires, ce qui affectera encore les personnes économiquement défavorisées. De même, les tendances actuelles de l'urbanisation accélèrent le détournement des terrains agricoles à d'autres fins.

Lien entre alimentation, eau, énergie, environnement et climat

Une approche intégrée de la sécurité alimentaire et de l'environnement devrait tenir compte du lien qui existe entre l'alimentation, l'eau, l'énergie, l'environnement et le climat, tout en réorientant la production, la distribution et la consommation des produits alimentaires. Tout en minimisant les impacts environnementaux et en augmentant l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles, la sécurité alimentaire exigera une augmentation de la productivité agricole, en particulier dans les pays en développement où l'agriculture représente une part importante du produit intérieur brut (PIB) et où il existe encore des différences sensibles au niveau de la productivité. Il semble possible d'obtenir une augmentation rapide des rendements, en particulier lorsque les différences de productivité sont importantes. En même temps, il semblerait que, outre le fait d'être rentables, la protection de la qualité des sols et l'aménagement des cultures et des pâturages, y compris la remise en état des terres détériorées, aient le meilleur potentiel agricole pour atténuer les changements climatiques. Pour accroître la productivité, des investissements publics supplémentaires dans la recherche et le développement liés à l'agriculture auront une importance cruciale.

Le secteur privé devra jouer un rôle important pour étendre la recherche, en particulier dans le domaine de la biotechnologie, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire. Des efforts particuliers devront également être déployés pour combler le fossé en matière de productivité des petites exploitations qui sont potentiellement susceptibles d'adopter des pratiques agricoles durables. Pour qu'ils tirent plus rapidement des gains de la productivité, il faudra diffuser et adapter les technologies aux besoins d'un grand nombre de petits exploitants de régions agro-écologiques très différentes.

Une stratégie de développement rural reposant sur une large base doit comprendre des investissements dans les infrastructures pour mieux connecter les producteurs aux marchés sur lesquels ils écoulent leur production, notamment liaisons entre zones rurales et urbaines et amélioration des systèmes de distribution et des installations d'entreposage. La perspective de nouvelles opportunités économiques, notamment des changements institutionnels facilitant l'accès aux marchés des intrants ainsi qu'à ceux du crédit et des assurances, encouragera aussi les petits exploitants, en particulier les agricultrices, des pays en développement à accroître leur productivité.

Des mécanismes de protection sociale, notamment des filets de sécurité sociale, doivent également faire partie d'une stratégie de développement rural plus étendue afin de permettre aux ménages à faible revenu d'avoir plus facilement accès à l'alimentation. Ceci non seulement protégera les plus vulnérables contre les chocs économiques à court terme mais aussi contribuera à leur résilience à long terme en facilitant leur accès à l'alimentation et en renforçant les capacités des petits exploitants à gérer les risques et à adopter de nouvelles technologies assurant une meilleure productivité.

La réduction des pertes de produits alimentaires peut contribuer à la viabilité du système alimentaire

La réorientation de la consommation alimentaire vers des régimes demandant moins de ressources et plus nutritifs sera également cruciale pour la viabilité alimentaire. La réduction des déchets de cuisine en particulier peut contribuer de façon importante à la viabilité du système alimentaire. À l'heure actuelle, on estime que 32 % du total des denrées alimentaires produites dans le monde sont perdus. Afin de réduire substantiellement la quantité d'aliments perdus et non utilisés, des changements doivent intervenir aux différents niveaux de la chaîne alimentaire : production, entreposage, transport et consommation. Dans les pays développés, les efforts doivent porter surtout aux niveaux du détail et du consommateur en partie en raison des pratiques de gestion et des habitudes de consommation. Dans les pays en développement, des interventions sont nécessaires au niveau du producteur, avant la mise du produit sur le marché, pour régler les problèmes résultant de techniques de récolte inadéquates et des conditions de stockage. Les questions de spéculation sur la terre et l'eau doivent être abordées tant au niveau national qu'international. Des fonds de placement plus importants seront nécessaires pour aider à mettre en œuvre ces stratégies et aider d'autres pays à élaborer les leurs en vue de renforcer la résilience des systèmes de production alimentaire.

La communauté internationale peut aider les pays en développement dans leurs efforts de conception et de mise en œuvre de politiques propres à améliorer la

résilience à la volatilité des prix des produits alimentaires et à la variabilité du climat. Les mesures prioritaires devraient comprendre la révision des politiques commerciales pour garantir qu'elles soutiennent la sécurité alimentaire et la nutrition tout en créant un système d'information du marché de l'alimentation transparent donnant des renseignements en temps voulu sur les stocks régionaux et internationaux. Il convient d'améliorer la fiabilité et la communication en temps voulu des systèmes d'alerte rapide à la fois aux niveaux national et régional, en mettant l'accent sur les pays particulièrement vulnérables en mettant l'accent sur les pays particulièrement vulnérables aux fortes variations des prix et aux urgences alimentaires. Il convient également de réformer le système commercial mondial afin de fournir aux plus démunis un accès juste et équitable aux marchés.

Le changement des modes de production et de consommation des pays et des consommateurs plus riches, notamment leurs habitudes alimentaires, pourraient notablement contribuer à garantir la sécurité alimentaire et la nutrition. Le secteur de l'élevage qui s'est développé rapidement pour répondre à la demande croissante de viande est un contributeur de prédilection au manque d'eau, à la pollution, à la dégradation des terres et aux émissions de gaz à effet de serre. Il faudra renverser cette tendance dans le cadre de régimes plus durables mais tant que les prix du marché ne reflètent pas ces pénuries, les mesures d'encouragement pour changer les comportements seront insuffisantes. Il faudra recourir à la publicité, à des mesures de sensibilisation, à l'éducation et à la législation pour déclencher des changements structurels permettant de réduire les niveaux élevés de gaspillage de produits alimentaires au niveau national et à celui du commerce de détail dans les pays à revenus élevés et moyens supérieurs; en outre, de meilleurs instruments politiques visant à promouvoir des régimes durables restent nécessaires.

Le problème de la transformation énergétique

La transformation du système énergétique doit être un élément central du processus de développement durable afin d'améliorer les niveaux de vie des populations en toute équité et en tenant compte de la viabilité du point de vue écologique. Au titre de l'Initiative « Énergie durable pour tous » du Secrétaire général et dans d'autres contextes, des objectifs (ou buts) en matière d'énergie clairement définis ont été proposés pour mettre fin à la dépendance de la biomasse traditionnelle comme source d'énergie thermique, améliorer l'accès à des sources d'électricité fiables, suffisantes et d'excellente qualité, faciliter le passage à de meilleures pratiques de fourniture des services énergétiques et veiller à ce que des sources non fiables ou de mauvaise qualité ne compromettent pas les possibilités des travailleurs pauvres qui ont une activité indépendante ou dirigent des entreprises familiales.

La transformation du système énergétique doit être une composante essentielle du processus développement durable

Selon les estimations les plus récentes, il est probable que les tendances des émissions aient pour résultat une élévation des températures avec des conséquences potentiellement catastrophiques. Même si toutes les politiques d'atténuation

actuellement envisagées étaient pleinement mises en œuvre – notamment une plus large utilisation des sources d'énergie renouvelables et des rendements énergétiques améliorés – la stabilisation des émissions de gaz à effet de serre à 450 parties par million ne sera pas réalisée d'ici à 2050.

Si l'on prend surtout en considération l'augmentation des énergies renouvelables, les progrès accomplis dans la réduction de la pollution de certaines villes, la mise en œuvre de politiques visant à améliorer le développement durable et l'adoption d'accords internationaux sur les questions de durabilité, le monde est sans aucun doute plus vert aujourd'hui qu'il ne l'eut été si aucune mesure n'avait été prise. Toutefois, même si l'on tient compte de tous ces facteurs, il est probable que les perspectives ne répondent pas aux objectifs souhaités de réduction des émissions.

D'après certaines projections, les concentrations d'émission pourraient atteindre entre 650 et 700 ppm d'équivalent dioxyde de carbone (CO_{2e}) d'ici à 2015 et entre 800 et 1 300 ppm d'équivalent CO₂ d'ici à 2100⁵. Ces augmentations seraient associées à des hausses de la température moyenne mondiale de 2 à 3°C d'ici à 2050 et de 3,7 à 5,6°C d'ici à 2100.

Les stratégies pour l'énergie durable sont nombreuses. Il existe beaucoup de possibilités en matière de technologie énergétique pour atténuer les émissions et accroître le bien-être. Des centaines de scénarios ont montré que, pour parvenir au développement durable, le monde peut adopter un grand nombre de stratégies énergétiques qui exigent cependant des politiques ambitieuses, une meilleure coopération internationale, y compris dans les moyens de mise en œuvre, des changements de comportement et des investissements sans précédent.

Les stratégies de développement durable ont des caractéristiques communes

Malgré leur variété, les stratégies de développement durable ont des caractéristiques communes. Premièrement, plus la mise en œuvre des politiques commence tôt, plus la souplesse technologique est grande et moins les mesures requises sont coûteuses. Deuxièmement, des politiques augmentant l'efficacité de la fourniture des services énergétiques peuvent aller loin. L'information la plus importante que donne l'analyse des scénarios est peut-être que le monde peut faire beaucoup pour contrôler les émissions s'il investit résolument dans l'utilisation rationnelle de l'énergie. Les scénarios mettant l'accent sur les améliorations de l'efficacité de l'utilisation finale ont tendance à répondre aux objectifs du développement durable tels que garantir (ou presque) l'accès universel à l'électricité, maintenir la qualité de l'air et limiter l'élévation des températures moyennes mondiales. Toutefois, si les gains d'efficacité s'avèrent peu importants, le monde finira par dépendre fortement de l'amélioration rapide des innovations et de l'augmentation de l'offre d'énergie « propre ». Par ailleurs, il ressort de cette analyse que des stratégies de développement durable ont été conçues de manière à exclure l'énergie nucléaire, le piégeage du carbone (et ses variantes de génie biologique), technologies qui se heurtent à de sérieux problèmes sociopolitiques et

⁵ Voir Organisation de coopération et de développement économiques : *Perspectives de l'environnement d'ici à 2050 de l'OCDE: Les conséquences de l'inaction*, Paris, 2012.

techniques. Toutefois, leur exclusion rendrait plus difficile la réalisation du développement durable et exigerait des mesures spéciales pour améliorer les efficacités énergétiques et réduire la demande.

Les résultats des scénarios montrent que, en l'absence de politiques énergétiques additionnelles ciblées en faveur des pauvres, d'ici à 2030, environ 2,4 milliards de personnes dépendront encore des combustibles solides pour cuisiner, soit 300 millions de plus que les 2,1 milliards qui en dépendaient en 2005. La mise en œuvre d'un ensemble très ambitieux de politiques prenant directement en compte le lien entre l'énergie et la pauvreté a le potentiel voulu pour garantir l'accès de l'énergie moderne à 1,9 milliard de personnes supplémentaires. Cet ensemble de politiques devrait associer le financement (y compris le microfinancement) des coûts initiaux d'accès à l'énergie moderne et de l'achat d'appareils électriques, avec une subvention du combustible de 50 % par rapport aux prix du marché. Cependant, même avec un tel ensemble ambitieux de politiques, 500 millions de personnes – pour la plupart en Afrique rurale et dans des régions éloignées – n'auraient toujours pas accès à l'énergie moderne. Il faudrait encore, dans le cadre de la coopération internationale pour le développement, mettre en place des programmes supplémentaires spécifiques ciblés pour assurer des services énergétiques modernes.

La transformation de l'énergie peut être compatible avec l'intégration économique et sociale

La transformation durable de l'énergie peut être compatible avec l'intégration économique et sociale. Il est possible en particulier d'avoir un accès pratiquement universel à des combustibles de cuisson propres et à l'électricité, conformément aux mesures conçues pour restreindre l'augmentation des émissions et, qui plus est, pour un investissement comparativement modeste.

L'*Étude* ne considère pas la technologie comme le principal facteur limitatif de la transformation énergétique mais elle est moins optimiste en ce qui concerne les obstacles économiques, sociaux et culturels associés à la mise en œuvre des politiques nationales et à un niveau adéquat de coopération internationale.

Les problèmes complexes auxquels est confrontée la transformation durable de l'énergie vont des questions de croissance, d'équilibres macroéconomiques et d'innovations technologiques et de leur diffusion aux préoccupations du développement humain. Ils confèrent une grande importance à la cohérence des politiques. En outre, les politiques industrielles, les innovations technologiques, leur transfert et leur adaptation et les plans énergétiques fondés sur des évaluations intégrées exigent l'élaboration de politiques nationales résolues, ingénieuses et cohérentes et la coopération internationale.

Une croissance profitant à tous, à faible intensité de carbone, exige un ensemble de conditions nécessaires pour créer un « environnement favorable » au changement : marge de manœuvre décisionnelle et cohérence des politiques, financement international, coopération internationale et institutions internationales habilitantes, établissement de règles et de normes. Elle exige un environnement favorable pour que les politiques industrielles accélèrent la croissance économique et favorisent les secteurs verts, de même que de grands projets d'investissement public et privé. Un financement international suffisant doit être disponible, en

particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés. Dans toute la mesure du possible il faudrait utiliser des sources nationales mais l'étendue des investissements requis rendra le financement international nécessaire. La conception des stratégies nationales de développement durable exige l'intégration de processus complexes dans le domaine macroéconomique, le secteur énergétique, le déploiement des technologies, les politiques d'intégration sociale et économique et l'environnement. Il sera important de renforcer les capacités nationales et la coopération internationale dans ces domaines. Le monde a besoin d'une forte poussée – sous l'impulsion de l'investissement public – fondée sur la coopération internationale pour le développement et capable de catalyser l'investissement du secteur privé et l'innovation afin de transformer durablement le système énergétique.

Financement du développement durable

La réponse aux problèmes mentionnés ci-dessus demande des investissements de grande envergure. Il est reconnu qu'il est essentiel d'honorer les engagements pris en matière d'aide publique au développement (APD). Des mécanismes de financement novateurs peuvent également contribuer à la mobilisation de ressources additionnelles pour le financement du développement par les pays en développement. Le financement durable doit être garanti dans tous les secteurs, notamment agriculture, foresterie, énergie, santé et éducation, de même que dans toutes les composantes de l'économie telles que petites et moyennes entreprises, infrastructure et innovation, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Il convient d'accorder une attention particulière au financement des biens communs planétaires (par exemple l'atmosphère, les océans, la biodiversité et les forêts) et de la santé mondiale. La présente *Étude* indique que la réalisation des engagements actuels pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement exige déjà des dépenses publiques additionnelles importantes. Elle identifie aussi les problèmes de financement liés aux trois domaines cibles sur lesquels elle porte : villes durables, sécurité alimentaire et transformation énergétique.

La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement exige une intensification des dépenses publiques

Comme en témoignent les analyses de modélisation économique nationale portant sur 27 pays en développement, pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 il faudra notablement augmenter les dépenses publiques en amont dans les pays en développement⁶. Tout d'abord, un scénario consistant à faire « comme si de rien n'était » a permis d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des OMD sur la base de la croissance économique escomptée, des priorités existantes en matière de dépenses publiques et des

⁶ Ces analyses ont été réalisées par des chercheurs nationaux et des experts gouvernementaux avec l'appui technique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et celui de la Banque mondiale. Si l'Amérique latine a été largement couverte, seules neuf études de cas ont été faites jusqu'à présent pour les pays d'Afrique et d'Asie.

politiques de financement budgétaire. Ce premier scénario a permis d'évaluer si les pays sont « en bonne voie » ou non pour atteindre les objectifs, étant entendu que l'efficacité des dépenses sociales nécessaires à leur réalisation n'est pas linéaire. Selon les études relatives à ces 27 pays, alors que des progrès substantiels en matière de développement humain seraient accomplis dans le cas du scénario relatif aux dépenses publiques actuelles, seuls deux pays (le Chili et Cuba) atteindraient pleinement, d'ici à 2015, un ensemble de cibles concernant l'achèvement du cycle d'enseignement primaire, la réduction des taux de mortalité infantile et maternelle et l'expansion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement de base.

Dans les cas où le scénario consistant à faire « comme si de rien n'était » n'a pas été jugé suffisant pour atteindre les objectifs, les analyses ont pris en compte un certain nombre de scénarios politiques dans lesquels les dépenses publiques ont été augmentées autant que nécessaire pour permettre de les réaliser entre 2010 et 2015.

Seul un petit nombre de pays pourra atteindre les objectifs du développement humain : avec les politiques actuelles, 18 pays devraient augmenter leurs dépenses publiques d'au moins 2 points de pourcentage du PIB ou plus par rapport au niveau de référence. Selon les estimations, les dépenses publiques nécessaires pour atteindre les objectifs dans les pays considérés seraient de l'ordre de 7 % environ du PIB, voire davantage dans certains cas.

Une actualisation de ces analyses pour six des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a pris en considération la crise financière mondiale en comparant les indicateurs sociaux dans deux scénarios, avec et sans ralentissement de la croissance. Il est apparu que, pour répondre aux besoins, les dépenses publiques supplémentaires devraient augmenter annuellement de 1,6 à 3,4 % du PIB entre 2010 et 2015 suite au ralentissement de la croissance économique – en sus des dépenses nécessaires estimées pour ces six pays.

Comme l'indique l'*Étude*, les politiques d'atténuation conçues pour réduire les émissions de carbone par l'adoption de sources d'énergie renouvelables exigeront des investissements additionnels substantiels. Vu les contraintes financières existantes, l'accélération des investissements aux fins du développement durable pourrait grever les finances publiques des pays.

La cohérence entre politiques fiscales et allocations aux investissements publics est indispensable au développement durable

Il est nécessaire d'élaborer des politiques cohérentes concernant l'atténuation des effets des gaz à effet de serre, la croissance économique et le développement humain. L'*Étude* présente des éléments prouvant qu'il peut être utile de taxer les émissions de gaz à effet de serre dans les pays développés et en développement. Une politique fiscale pourrait non seulement contribuer à atténuer les effets des gaz à effet de serre mais – associée à un ensemble de politiques cohérentes – elle pourrait aussi modifier les modes de consommation insoutenables, favoriser le développement humain et contrebalancer certains de ses coûts économiques potentiels. Trois scénarios ont été simulés pour illustrer cette affirmation, en prenant pour exemple trois pays en développement importateurs de pétrole. Ces scénarios sont comparés à une situation de référence correspondant à une croissance

économique continue actuellement attendue et à des interventions au niveau des dépenses publiques jusqu'en 2030.

Il ressort des résultats obtenus que, tous les autres éléments restant les mêmes, des taxes imposées unilatéralement sur le prix local du mazout feraient baisser sa consommation au stade intermédiaire et en particulier au stade final dans les trois pays. Il est probable que les émissions de carbone diminuent en conséquence et que les entreprises qui produisent des biens à forte consommation de mazout pour le marché intérieur et les exportations soient pénalisées. En fait, il est très probable qu'elles aient un effet négatif sur la croissance du PIB.

Si, par contre, les nouvelles recettes fiscales étaient allouées à des investissements dans des infrastructures publiques ou à l'expansion des services dans le secteur de l'éducation, au lieu de servir à réduire le déficit budgétaire, la perte de production serait compensée en partie, voire totalement dans certains cas, principalement parce que ces investissements pourraient stimuler la croissance de la productivité. La disponibilité d'infrastructures publiques plus nombreuses ou des travailleurs mieux formés permettraient d'accroître la productivité par rapport à son niveau initial.

Des infrastructures publiques plus nombreuses ou de meilleurs services d'éducation pourraient également avoir des répercussions positives sur le développement humain. En l'absence d'interventions politiques cohérentes, la taxation de la consommation de mazout à elle seule pourrait faire baisser les effectifs dans l'enseignement primaire du fait que la demande des ménages dans ce secteur suit la baisse de l'activité économique.

La coopération à plusieurs niveaux est nécessaire au financement durable des villes

Les pouvoirs locaux et nationaux doivent collaborer étroitement en partenariat pour financer le développement durable des villes. Alors que celles-ci doivent directement lever des fonds auprès des marchés financiers, des mécanismes de contrôle financier doivent être mis en place pour gérer les risques de façon à ce que les emprunts municipaux n'aient pas pour résultat un trop grand nombre de prêts non productifs dans le système bancaire ou une accumulation considérable des responsabilités financières du Gouvernement central.

Les villes plus défavorisées ont besoin de la coopération internationale et de ressources additionnelles afin de soutenir les mesures d'adaptation aux technologies vertes et le renforcement des capacités et d'assurer l'accès aux transports publics, à des logements solidement construits, à l'eau et à l'assainissement, à l'électricité, aux soins de santé et à l'éducation. Le financement de l'investissement dans les infrastructures publiques, notamment les mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, est en effet une tâche décourageante, car le financement d'avance requiert souvent des montants considérables dont les profits ne seront essentiellement récoltés qu'à moyen et long terme.

Les villes plus riches ont, elles, besoin de politiques susceptibles d'encourager les énergies renouvelables et de réduire les modes de consommation inefficaces et peu économiques. Des mesures réglementaires sont importantes pour déterminer les structures de prix, de taxation et de subvention pour les ménages et le secteur

industriel -par exemple pour la création de quartiers denses et la réfection des bâtiments. Il est possible de recourir à plusieurs types de taxes pour financer l'écart entre la mise de fonds et le coût réel des services, par exemple lors de l'abaissement des coûts des transports publics.

Ainsi, pour les villes pauvres comme pour les villes riches, une partie du financement devrait être destinée au traitement des problèmes environnementaux à l'échelon mondial et aux moyens de subsistance des générations présentes et futures.

Le financement des villes peut comporter le recours à un large éventail d'instruments

Les stratégies de financement du développement durable des villes peuvent s'appuyer sur un large éventail d'instruments. Les obligations bancaires et la mise en commun des ressources peuvent être des instruments utiles pour réduire les risques. Les villes des pays en développement ont réussi à émettre des obligations (sans garantie de l'État) pour financer des projets d'adduction d'eau et des systèmes d'égouts. Les partenariats entre secteur public et secteur privé peuvent également aider à lever des fonds pour des projets d'infrastructure, en particulier dans les pays en développement qui n'ont qu'un accès limité au crédit à long terme. De tels partenariats ont été utilisés pour financer la production de sources d'énergie renouvelables et pour la gestion des déchets. Les villes peuvent aussi tirer parti de la valeur de la terre pour financer des infrastructures, soit en vendant directement des terres aux enchères soit en les louant à bail pour obtenir le montant de leur valeur. Ces instruments peuvent générer le capital de départ nécessaire pour couvrir les dépenses de fonctionnement initial des investissements dans les infrastructures. Cependant, des institutions relativement fortes et efficaces et des cadres législatifs clairs et précis sont indispensables dans le cas des instruments fonciers de financement.

Les sources de financement peuvent être plus ou moins stables et prévisibles. L'imposition fiscale liée aux bénéfices commerciaux, qui peuvent diminuer en période de crise, présente de plus grands risques que l'impôt immobilier, les revenus tirés de ce dernier étant plus stables et prévisibles.

Le développement agricole exigera des investissements importants

Dans les pays en développement, les besoins en investissement de l'agriculture primaire et des industries dérivées d'aval ont été estimés à 9,2 trillions de dollars des États-Unis (dollars 2009) pour la période de 44 ans s'étendant de 2005-2007 à 2050.

Certains obstacles entravent un investissement plus important dans le secteur primaire et en particulier dans les petites exploitations. Le manque de services publics limite les rendements potentiels des fonds investis. Un autre problème lié à l'absence d'incitations financières pour les petits producteurs, en particulier lorsqu'il existe un contrôle des prix sur les produits alimentaires qui en diminue le revenu potentiel net. Un troisième problème est celui de la difficulté pour les petits

producteurs d'avoir accès à une protection formelle sous forme d'assurance contre les risques.

Les investissements du secteur privé seront nécessaires

Les investissements privés dans l'agriculture, en particulier ceux du secteur privé international, sont nécessaires et peuvent jouer un rôle important pour stimuler la productivité et garantir la sécurité alimentaire lorsqu'ils répondent à des besoins stratégiques. Néanmoins, pour accroître l'impact positif de ces investissements, il importe que les gouvernements conçoivent et adoptent des politiques et des lois susceptibles de créer un climat plus propice à des investissements globaux et durables. Des mesures d'incitation directes, fiscales par exemple, peuvent encourager des investissements qui aident directement les petits exploitants. L'exploitation contractuelle de la terre peut également conduire à un investissement rentable, lorsque les petits agriculteurs reçoivent une aide pour la négociation des baux et le règlement des différends.

Il est évident que les sources publiques ne suffisent pas à elles seules pour répondre aux besoins dans ces domaines. Un cadre de financement du développement durable doit permettre d'assurer des moyens de financement privés et publics aux niveaux national, régional et international. Ces moyens ont été insuffisants dans des domaines critiques pour assurer une croissance durable : investissement à long terme, notamment financement des infrastructures, recherche et développement, investissement dans les secteurs à plus haut risque tels que les petites et moyennes entreprises et l'innovation, et financement de la coopération internationale.

De plus, la longue période de temps qu'exigent la plupart des investissements dans l'infrastructure est un paramètre rédhibitoire pour de nombreux investisseurs institutionnels internationaux, même pour ceux qui sont considérés comme des « investisseurs à long terme ». La question de la durée prolongée des investissements se pose en particulier dans le cas des projets d'infrastructure à faible intensité de carbone, en raison des risques plus élevés et des rendements plus faibles escomptés pendant la durée de vie du projet. En général, les technologies à faible intensité de carbone ne peuvent rivaliser avec les technologies existantes, et il est peu probable que les choses changent si les prix du marché n'incluent pas, dans une bien plus large mesure, les coûts sociétaux de l'utilisation des technologies brunes, avec leur niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre et les autres dangers qu'elles présentent pour l'environnement.

Le développement durable nécessitera des investissements conséquents des acteurs du secteur privé international

Une part importante des investissements nécessaires pour parvenir au développement durable devra provenir de sources privées; elle dépendra néanmoins de la disponibilité de fonds publics équivalents, par le biais de garanties ou de règlements ou des deux, permettant d'assurer les flux de recettes futurs. Il faudra donc associer le financement public, la réglementation et le financement privé fondé sur le marché en fonction des caractéristiques spécifiques des actifs nouvellement créés.

Le financement du développement durable devra s'accompagner d'un climat politique favorable aux niveaux national et international et d'un renouvellement des engagements en matière d'aide publique au développement. Un tel cadre devra comprendre des initiatives politiques en vue d'internaliser les externalités, de mieux harmoniser les mesures incitatives privées avec les objectifs publics et des efforts de financement pour traiter les problèmes mondiaux. La cohérence des politiques concernant les projets nationaux, régionaux et internationaux est d'importance cruciale; en effet, les accords politiques internationaux et régionaux façonnent les stratégies nationales, tandis que les politiques nationales font intégralement partie du cadre international et régional.
